



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie, de
l'emploi, du travail et des solidarités
(DREETS)**



Rapport d'activité DREETS 2024





ÉDITO



Catherine PERNETTE, Directrice régionale de la DREETS Normandie

Avec 3 327 000 habitants, la Normandie, région vieillissante dans les projections de l'INSEE, se caractérise par la diversité des contextes socio-économiques rencontrés dans les cinq départements qui la compose.

C'est une région de 640 km de façade maritime à fort potentiel avec une économie fortement industrialisée qui s'est inscrite dans la transition écologique avec plusieurs projets de production d'énergie décarbonée : cinq sites (dont trois en projet) d'énergie éolienne maritime ainsi que la construction d'EPR sur le site de Penly.

Toute l'équipe de direction a souhaité valoriser l'action de la DREETS et de ses agents ; la DREETS est le relais de l'administration centrale pour piloter et coordonner la mise en œuvre des politiques publiques liées à l'emploi, à l'économie et à l'accompagnement de ses mutations, à l'inspection du travail, à l'insertion sociale et professionnelle, et au respect de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes et de la métrologie légale.

Ainsi, la DREETS accompagne l'évolution démographique de la Normandie et ses impacts sur l'économie et les territoires, inscrit son action dans le cadre d'une économie diversifiée et industrielle en pleine mutation, et adapte sa politique de contrôle aux spécificités de la région en améliorant son ciblage et en développant ses partenariats.

Le champ de compétence de la DREETS étant très large, ce premier rapport se concentre sur des actions phares de 2024. La DREETS a continué à accompagner, avec conviction et engagement, l'ensemble des acteurs socio-économiques et les publics les plus vulnérables.

Je vous en souhaite une bonne lecture !



SOMMAIRE

	ÉDITO	P. 2
	CHIFFRES CLÉS 2024	P. 4
	FOCUS ACTIONS TRANSVERSALES EN FAVEUR DES 50 ET +	P. 5
	DIRECTION	P. 6
	CONCURRENCE, CONSOMMATION, REPRESSION DES FRAUDES ET MÉTROLOGIE	P. 7
	ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS	P. 8
	POLITIQUES DU TRAVAIL	P. 10
	PERSPECTIVES 2025	P. 11
	ORGANIGRAMME	P. 12

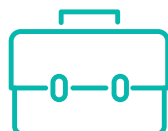


CHIFFRES CLÉS



CONCURRENCE, CONSOMMATION, RÉPRESSION DES FRAUDES ET MÉTROLOGIE

- 62** établissements contrôlés sur les délais de paiement
- 413** participations à des commissions d'appels d'offres
- 36** amendes administratives notifiées en délais de paiement
- 29** dossiers contentieux transmis aux parquets en matière de "Loi anti-cadeaux"
- 223** visites de supervision des organismes intervenant en métrologie légale
- 17** dossiers contentieux métrologie légale
- 4137** instruments de mesures contrôlés (taux de refus : 6,7 %)



POLITIQUES DU TRAVAIL

- 1361** interventions en matière de lutte contre le travail illégal et les fraudes au prestations de services internationales par les agents de l'URACTI
- 91** amendes administratives prononcées par la DREETS
- 8** conflits sociaux signalés par les services d'inspection du travail
- 56** recours (34 hiérarchiques et 22 contentieux) contre les décisions d'inspecteurs du travail
- 12** groupes de travail du PRST
- 6** services de préventions et de santé au travail ont été agréés
- 1er** plan régional de développement du dialogue social territorial



ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS

- 21** diplômes dans les champs sanitaires et sociales certifiés par l'Unité Certification Sociale et Paramédicales
- 4 150** ont obtenu leur diplôme (sur 4 392) :
 - **80 %** (social)
 - **97 %** (paramédical)
- 345** diplômes ont été obtenus par validation des acquis de l'expérience (VAE) :
 - **54 %** (social)
 - **46 %** (paramédical)
- 2024** intensification des contrôles de la mission régionale d'inspection sur le champ de la cohésion sociale à travers la participation, en lien avec les DDETS(PP) :
- 31** inspections et contrôles :
 - **27** dans le champ de la cohésion sociale (hébergement et accès au logement, mandataires judiciaires à la protection des majeurs, précarité alimentaire, séjours de vacances adaptées organisées, protection de l'enfance)
 - **4** dans le champ de la politique de la ville



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL /CABINET

- 176** agents (106 femmes et 70 hommes)
- 2012** Label Diversité
- 2018** Renouvellement du Label Diversité et Label Égalité
- 21** publications pour l'année dont :
 - **4** normandie stat's
 - **4** maquettes DEFM
 - **9** intérim mensuel
 - **1** étude sur la formation professionnelle
 - **1** bilan et 1 infographie IAE
 - **1** chiffres-clés 2024



FOCUS SUR LES ACTIONS TRANSVERSALES EN FAVEUR DES 50 ET +

Au regard des projections de l'INSEE sur la Normandie qui en fait une région vieillissante, la DREETS avait centré la première priorité de sa note stratégique 2024 sur l'accompagnement de l'évolution démographique et ses impacts sur l'économie et les territoires. La thématique des seniors, dont l'enjeu est économique et social, est emblématique d'une stratégie transversale qui mobilise plusieurs ressources de la DREETS et des partenaires.



PROTECTION DES TRAVAILLEURS SENIORS

La protection des salariés s'est traduite par une présence de l'inspection du travail dans les lieux de travail, notamment dans le cadre des campagnes organisées par la DGT. En 2024, les actions de contrôle du secteur des services à la personne se sont poursuivies : 86 interventions, 6 rapports finalisés de sanctions administratives, et 84 interventions réalisées sur environ 400 EHPAD de la région dont 8 enquêtes faisant suite à des accidents du travail.

La protection des salariés s'est concrétisée dans les actions du [Plan Régional de Santé au travail 2021-2025](#) à travers la rédaction d'un guide spécifique (« Renforcer la prévention collective de l'usure professionnelle dans le secteur de l'aide domicile ») et la création d'un jeu numérique ("serious game") à destination des entreprises afin de faciliter les apprentissages des gestes de prévention des troubles musculosquelettiques.

PROTECTION DES SENIORS EN ÉTABLISSEMENTS

En 2024, 43 visites ont été réalisées dans 25 établissements répartis sur l'ensemble de la Normandie dans le cadre de l'enquête CCRF de protection du consommateur (dont 12 structures publiques ; 10 structures privées à but lucratif ; 4 structures associatives). Les contrôles ont été réalisés avec une forte articulation avec le service inspection de l'ARS.

PROTECTION DANS L'EMPLOI

Plusieurs dispositifs de protection et d'accompagnement des seniors ont été mobilisés, comme le taux majoré pour l'embauche d'un sénior en contrat aidé PEC ou un focus sur le reclassement des publics seniors lors des procédures PSE.

Des appels à projets sont spécifiquement orientés vers le public senior à travers le FSE+ (transitions physiologiques liées au vieillissement) et la mobilisation du Fonds d'Initiative Territoriale sur la thématique de l'emploi des 50 et + les plus éloignés de l'emploi (3 structures retenues, plus de 200 travailleurs expérimentés demandeurs d'emploi accompagnés et 120 entreprises sensibilisées).

PROTECTION DE LA QUALITÉ DE PRISE EN CHARGE DES SENIORS

La professionnalisation des acteurs se matérialise par le nombre de diplômes délivrés par la DREETS en 2024 (254 diplômés accompagnants éducatif et social ; 1401 diplômés aides soignants ; 171 diplômés ambulanciers ; 1 262 diplômés infirmiers). Les sites de formation sont au plus près des besoins des territoires afin de favoriser une employabilité locale. La programmation des places est inscrite dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales élaboré avec l'ARS et le Conseil Régional.





DIRECTION

L'ENVIRONNEMENT DE LA DREETS NORMANDIE : VISITES DE SITES, ÉVÉNEMENTS ET RENCONTRES RÉGIONALES

La nouvelle prise de fonction de Catherine PERNETTE en tant que directrice régionale a été l'occasion de rencontrer l'ensemble du réseau de la DREETS. Ces moments d'échanges ont permis de renforcer le réseau de partenaires, de mettre en visibilité les enjeux spécifiques à la Normandie et de co-construire des actions adaptées.

L'équipe de direction a participé, entre autres, aux événements suivants en 2024 : remise des Trophées pour Elles afin de favoriser l'égalité et la mixité professionnelle, la visite des sites de Penly et de Orano-La Hague, ou encore la rencontre de l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles de la région.

Ayant à cœur de faire connaître les métiers de la fonction publique, et particulièrement ceux en lien avec nos missions, les agents de la DREETS Normandie ont participé à plusieurs salons en 2024. Lors du salon de l'orientation et des métiers à Caen, organisé par la Région Normandie et l'Agence Régionale de l'Orientation et des Métiers de Normandie, les métiers suivants ont été présentés :

- inspecteur du travail
- inspecteur de l'action sanitaire et sociale
- ingénieur de l'industrie et des mines
- inspecteur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- ou encore chargé de communication.

Près de 25 000 visiteurs en recherche d'orientation et d'informations sur les métiers ont fréquenté ce salon.



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités (DREETS)

L'ACTIVITÉ DES ORGANISMES DE FORMATION EN NORMANDIE

Les bilans pédagogiques et financiers de 2021



Le service études statistiques évaluation (SESE) met à disposition de tous, sur [le site internet de la DREETS](#), des publications pour suivre la conjoncture régionale, la politique d'emploi et de la formation professionnelle. Chaque trimestre, nous diffusons les chiffres des inscrits à France Travail pour la région et les départements.

La publication trimestrielle Normandie Stat's permet à tous d'avoir une vision d'ensemble sur l'emploi, la demande d'emploi, l'alternance, les politiques d'emploi, les minimas sociaux, l'activité partielle, les PSE.

Deux publications thématiques, l'une mensuelle sur l'intérim et l'autre annuelle sur l'insertion par l'activité économique, donnent un éclairage plus précis. A chaque automne, les chiffres-clés dressent sur une cinquantaine de pages un panorama statistique de la région. Des études sont réalisées, souvent en partenariat, pour mieux analyser des sujets d'intérêts comme la formation professionnelle par exemple.



CCRF ET MÉTROLOGIE LÉGALE

CONCURRENCE, CONSOMMATION, RÉPRESSION DES FRAUDES ET MÉTROLOGIE

CONCURRENCE : LE CONTRÔLE DU RESPECT DE LA LOI EGALIM

L'année 2024 a été marquée par un durcissement de la crise agricole. Dans ce contexte, le Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie légale de la DREETS de Normandie s'est mobilisé afin de vérifier le respect des dispositions de la loi EGalim aux différentes étapes de la chaîne de valeur : à l'amont (relations agriculteurs et premier acheteur), et à l'aval (relation fournisseur – distributeur).

La contractualisation amont, entre producteurs et acheteurs, est un volet structurant du dispositif EGalim destiné à mieux préserver la rémunération des agriculteurs. En Normandie, les secteurs du lait et de la viande bovine ont tout particulièrement été ciblés en 2024, avec 12 contrôles réalisés dans ces secteurs.

S'agissant du contrôle aval des négociations commerciales entre la grande distribution et leurs fournisseurs, 10 entreprises ont été contrôlées, donnant lieu à la rédaction de 7 rapports de constat, transmis à la DRIETS d'Ile-de-France, afin de permettre la rédaction de procès-verbaux administratifs (amendes).



Enfin, le Pôle C s'est investi dans la vérification du respect de la loi EGalim, dans la restauration collective, avec la mise en place d'une équipe dédiée au suivi des marchés publics concernés. L'objectif poursuivi était d'accompagner l'action des DD(ETS)PP visant à vérifier la loyauté des engagements des acheteurs en matière d'approvisionnement en produits durables et biologiques.



MÉTROLOGIE LÉGALE : LES CONSOMMATIONS INDUSTRIELLES A LA LOUPE

Depuis 2010, des opérations nationales de contrôle sont diligentées chaque année sur une catégorie d'instruments de mesure. En 2024, le choix s'est porté sur le comptage de l'eau et du gaz consommés par les sites industriels afin de réaliser un état des lieux de la fiabilité de ces données dans un contexte de sobriété énergétique et hydrique.

La campagne qui s'est déroulée en septembre-octobre, a permis de contrôler 165 sites industriels régionaux, de tout secteur d'activité et de toute taille, et plus de 580 instruments. Si la conformité des postes de comptage gaz, gérés par deux grands détenteurs est plutôt très satisfaisante (3 % de non-conformités), la situation est plus mitigée sur la fourniture de l'eau.

Cela peut en partie s'expliquer par la diversité des acteurs (entreprises privées, régies publiques), par la multitude d'instruments à gérer (industriels mais aussi particuliers) et par l'évolution régulière des périmètres de compétences. Cela nécessite néanmoins la mise en place de plans d'actions et des sanctions administratives ont été prises, ou sont en cours, envers certains gestionnaires.



ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS

BILAN 2024 ACTIVITE CERTIFICATIONS SOCIALE, PARAMEDICALE ET TITRES

L'unité Certification Sociale et Paramédicale de la DREETS certifie en formation initiale 21 diplômes dans les champs sanitaire et social. En 2024, sur 4 392 candidats, 4 150 ont obtenu leur diplôme (80 % en social, 97 % en paramédical) témoignant de la qualité des formations. 345 diplômes ont été obtenus par validation des acquis de l'expérience (VAE), dont 54 % dans le secteur social et 46 % dans le secteur paramédical.

Il est à noter l'expérimentation, mise en place dès les jurys de juillet en partenariat avec les universités de Caen et Rouen, qui a permis à 511 lauréats, notamment en soins infirmiers, ergothérapie, pédicurie-podologie, psychomotricité et manipulation en électroradiologie médicale, d'obtenir une double diplomation (diplôme d'État + Licence en Sciences du Soins). Fruit d'un travail concerté avec l'ARS, les universités et les établissements de formation, cette initiative ouvre de nouvelles perspectives aux professionnels de santé.

Concernant l'unité Politique du titre, sur les 1 757 sessions de certification d'un titre professionnel, 8 711 candidats ont été présentés pour 6 676 certifiés. 155 dossiers de recevabilité VAE ont été instruits pour 25 passages en jury organisés par la DREETS.

Il est à noter le travail partenarial mené entre la DREETS et la DDTM afin de professionnaliser l'ensemble des jurys et des organismes de formation du secteur transport.

EMPLOI/ HÉBERGEMENT : UNE ÉTUDE POUR MIEUX COMPRENDRE LES PRATIQUES CHRS

Le lien entre l'emploi et l'hébergement est devenu un enjeu crucial pour la DREETS. Il s'agit de mieux articuler les enjeux d'accès au logement et à l'emploi pour les personnes en situation de précarité. Dans ce cadre la DREETS a commandé à l'AFPA, fin 2023/début 2024, une étude afin d'analyser les pratiques des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) en tant que nouveaux prescripteurs de parcours d'Insertion par l'Activité Économique (IAE). Cette étude, menée en 2024, visait à mieux comprendre comment les CHRS accompagnent leurs bénéficiaires vers l'emploi et utilisent les dispositifs d'IAE.

L'analyse a porté sur les données de la Plateforme de l'Inclusion, complétée par des enquêtes et entretiens auprès des CHRS normands. Elle a mis en lumière que si l'emploi est un levier essentiel du retour à l'autonomie, il n'est pas toujours la priorité immédiate face aux problématiques de santé, de logement ou administratives.



Néanmoins, 83 % des CHRS interrogés ont déjà orienté des bénéficiaires vers l'IAE, principalement vers les chantiers d'insertion.

L'étude a également révélé des axes d'amélioration, notamment sur la connaissance des différents types de structures d'insertion et l'utilisation de la Plateforme de l'Inclusion. Des préconisations ont été formulées, comme le développement d'activités de préparation à l'insertion professionnelle ou le renforcement des liens entre CHRS et structures d'insertion. La DREETS de Normandie utilisera ces résultats pour orienter ses actions futures (par exemple dans le cadre de la contractualisation des CHRS).



ENTREPRISES ET SOLIDARITÉS

UNE MISSION RÉGIONALE D'INSPECTION RÉGIONALE AU SERVICE DE LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

En 2024, la mission régionale d'inspection a intensifié ses contrôles sur le champ de la cohésion sociale à travers la participation, en lien avec les DDETS(PP), à 31 inspections et contrôles : 27 dans le champ de la cohésion sociale (hébergement et accès au logement, mandataires judiciaires à la protection des majeurs, précarité alimentaire, séjours de vacances adaptées organisées, protection de l'enfance) et 4 dans le champ de la politique de la ville.

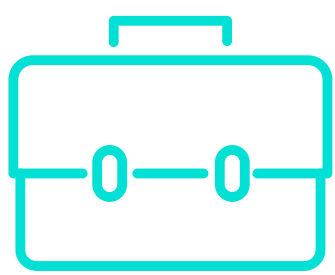
La mission a pu intervenir dans le cadre du programme régional d'inspection, contrôle et évaluation (PRICE) sur l'ensemble de la région : 13 inspections-contrôles ont été réalisés dans l'Eure, 10 en Seine-Maritime, 5 dans la Manche, 2 dans l'Eure et 1 dans le Calvados.

Elle s'est basée, sur les orientations nationales, qui ciblent la lutte contre la précarité alimentaire, le contrôle des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et l'audit-contrôle de la politique de la ville, mais également sur l'actualité réglementaire sur le champ de la protection de l'enfance et sur les vacances adaptées organisées, suite au drame de Witzenheim. Un quart des inspections-contrôles étaient non programmés et ont été réalisés à la suite de signalements.



Les inspections-contrôles réalisés ont permis de s'assurer du respect de la réglementation par les structures contrôlées, sur des thématiques très variées : projet d'établissement, projet personnalisé de la personne accueillie, modalités de participation de la personne accueillie à la vie de l'établissement, conditions matérielles d'accueil, sécurité des locaux, qualification du personnel, respect du circuit du médicament ou des denrées alimentaires, gestion des événements indésirables graves, etc.

Les inspections-contrôles ont également permis d'identifier des difficultés structurelles qui mettaient en péril la poursuite de certaines activités. Les suites des inspections ont été effectuées par les DDETS, DDETS-PP, préfectures et conseils départementaux selon la thématique concernée.



POLITIQUES DU TRAVAIL

LE RENFORCEMENT DES CONTRÔLES D'INSPECTION DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR MARITIME ET LA SIGNATURE DE LA PREMIÈRE CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LES DIFFÉRENTS CORPS DE CONTRÔLE EN NORMANDIE

Avec un linéaire côtier de plus de 600 km, la région Normandie se distingue par un important secteur maritime porté traditionnellement par des activités de pêche, de transport de conteneurs avec HAROPA Port et de transport de passagers avec plus d'une dizaine de liaisons transmanche. Depuis quelques années, ce secteur s'est encore diversifié avec le développement des parcs éoliens en mer (Fécamp, Courseulles-sur-mer et Dieppe-Le Tréport).

Les activités du secteur maritime amènent des navires, battant pavillon étranger, à intervenir dans les eaux territoriales ou intérieures françaises, positionnant alors le droit social comme un levier de compétitivité susceptible de créer un phénomène de dumping social.

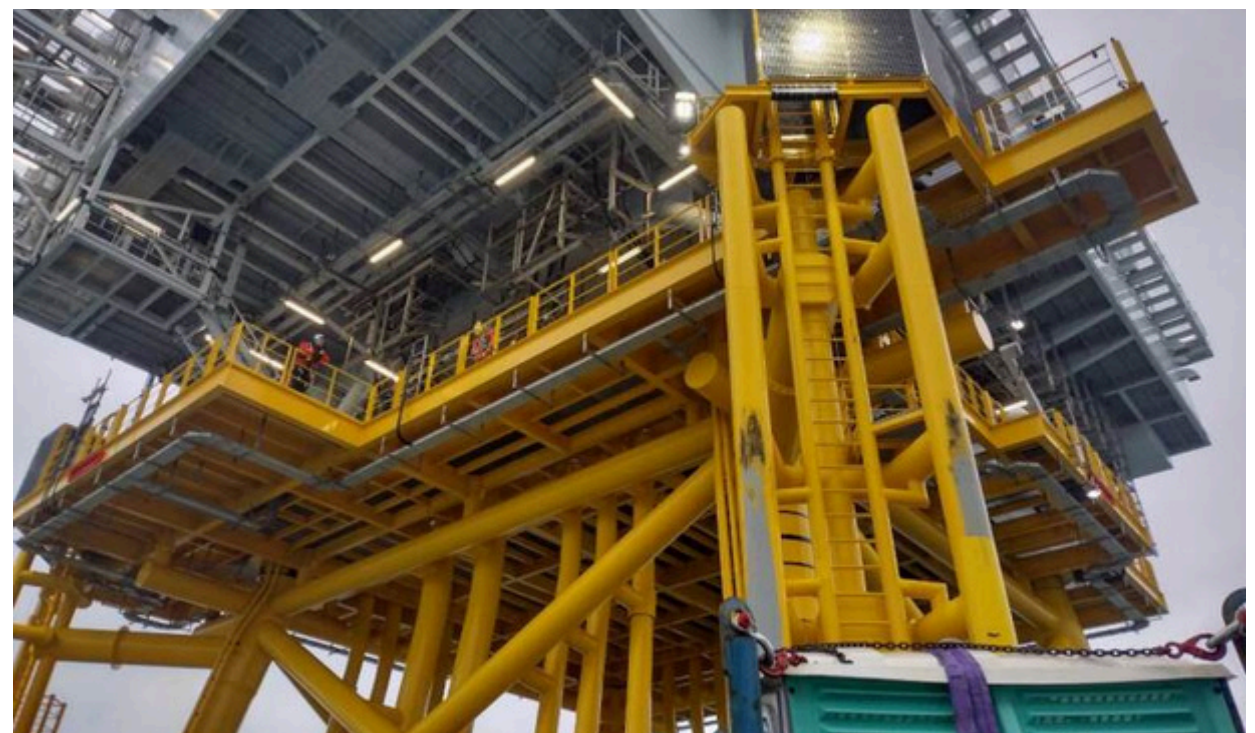
Pour lutter contre ce phénomène, ces navires sont soumis au dispositif dit de « l'Etat d'accueil » qui vise à garantir l'application de règles sociales uniformes. Dans ce même objectif, les navires assurant des lignes régulières internationales touchant un port français doivent respecter le dispositif dit « transmanche » qui imposent notamment un salaire horaire au moins égal à celui applicable aux salariés français.

La DREETS, par l'intermédiaire de son référent régional maritime organise la coopération entre les services de contrôle compétents par le biais d'une convention pluriannuelle, conclue entre la DREETS, les DDETS, la DIRM et les DDTM.

La DREETS apporte également un appui aux agents de contrôle de l'inspection du travail, qu'il s'agisse d'un appui technique, réglementaire, logistique notamment par l'organisation de formations nécessaires pour l'accès à bord en toute sécurité.



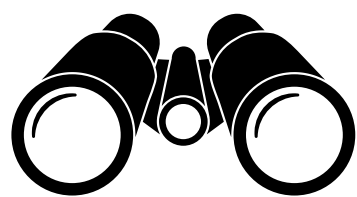
En région, une dizaine d'agents de contrôle exerce une compétence en matière maritime et ce, dans une logique de mutualisation, sur tout le littoral normand.



Le soutien et la contribution aux actions du Plan Régional de Santé au Travail 4 :

3 exemples emblématiques de ces réalisations soutenues par la DREETS Normandie

- Un Jeu Sérieux pour Prévenir les TMS : Une Odysée Vikings (sensibiliser aux troubles musculo-squelettiques (TMS) par une nouvelle approche de la prévention (jeu, expérience et émotion)
- Une Charte pour Prévenir les Chutes de Hauteur : Bâtir en Sécurité (déclinaison régionale de la charte nationale, entre l'OPPBTP, la DREETS, la CARSAT, la FFB et Pôle Habitat)
- Un Phare Numérique pour la Prévention des RPS (création d'un site web dédié au guide "Ressources et Démarches régionales en prévention des RPS")



PERSPECTIVES 2025

ACCOMPAGNER L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET SES IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE ET LES TERRITOIRES

Attirer et retenir les jeunes en développant les compétences

La demande d'emploi des jeunes ayant augmenté de +3.1% en 1 an (3e trimestre 2023 à 2024), soit l'évolution catégorielle la plus défavorable, seront mobilisés par le PRIC 2024/2027 pour renforcer l'accès à l'emploi et seront levés les freins à la poursuite de leur parcours (via le pilotage des dispositifs Contrats Engagement Jeunes, ou encore « Tous droits ouverts »).

Développer, favoriser et valoriser l'accès et le maintien à l'emploi des travailleurs expérimentés et des moins qualifiés

Le développement de relations partenariales avec le Conseil régional, les partenaires sociaux, les services de prévention de santé au travail contribueront à la réalisation de cet objectif, en soutenant le dialogue social ou via des outils tels que les appels à projets « Fonds d'initiatives territoriales ». Les secteurs en tensions de recrutement feront l'objet d'actions spécifiques comme la promotion de l'apprentissage dans le bâtiment, la métallurgie, le transport logistique et les métiers du grand âge et de l'autonomie.

INSCRIRE L'ACTION DE LA DREETS DANS LE CADRE D'UNE ÉCONOMIE NORMANDE DIVERSIFIÉE ET EN PLEINE MUTATION

Accompagner les transitions écologiques et énergétiques

En poursuivant et consolidant le suivi des filières ; en accompagnant le développement des projets d'intérêt national comme Penly et Orano-La Hague ; en favorisant les actions de décarbonation et le développement des énergies bas carbone ; et en renforçant les actions de contrôle sur les secteurs d'activité de la transition écologique et énergétique afin de sécuriser les salariés, les consommateurs et les entreprises.

Soutenir la création et le développement d'activité sur le territoire normand

La DREETS va assurer une présence forte des services au sein des TPE, PME et ETI avec la poursuite notamment de la création d'activité à travers le plan France 2030 (soutien des projets porteurs d'innovation de rupture). La promotion et le soutien du dialogue social pour accompagner les transformations internes des entreprises sera poursuivi via le déploiement du plan régional d'appui et de développement du dialogue social territorial 2023-2025.

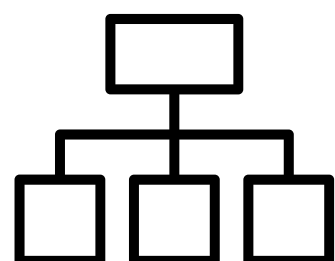
ADAPTER LA POLITIQUE DE CONTRÔLE AUX SPÉCIFICITÉS NORMANDES : AMÉLIORATION DU CIBLAGE ET DÉVELOPPEMENT DU PARTENARIAT

Un ciblage adapté au territoire et une coopération interne

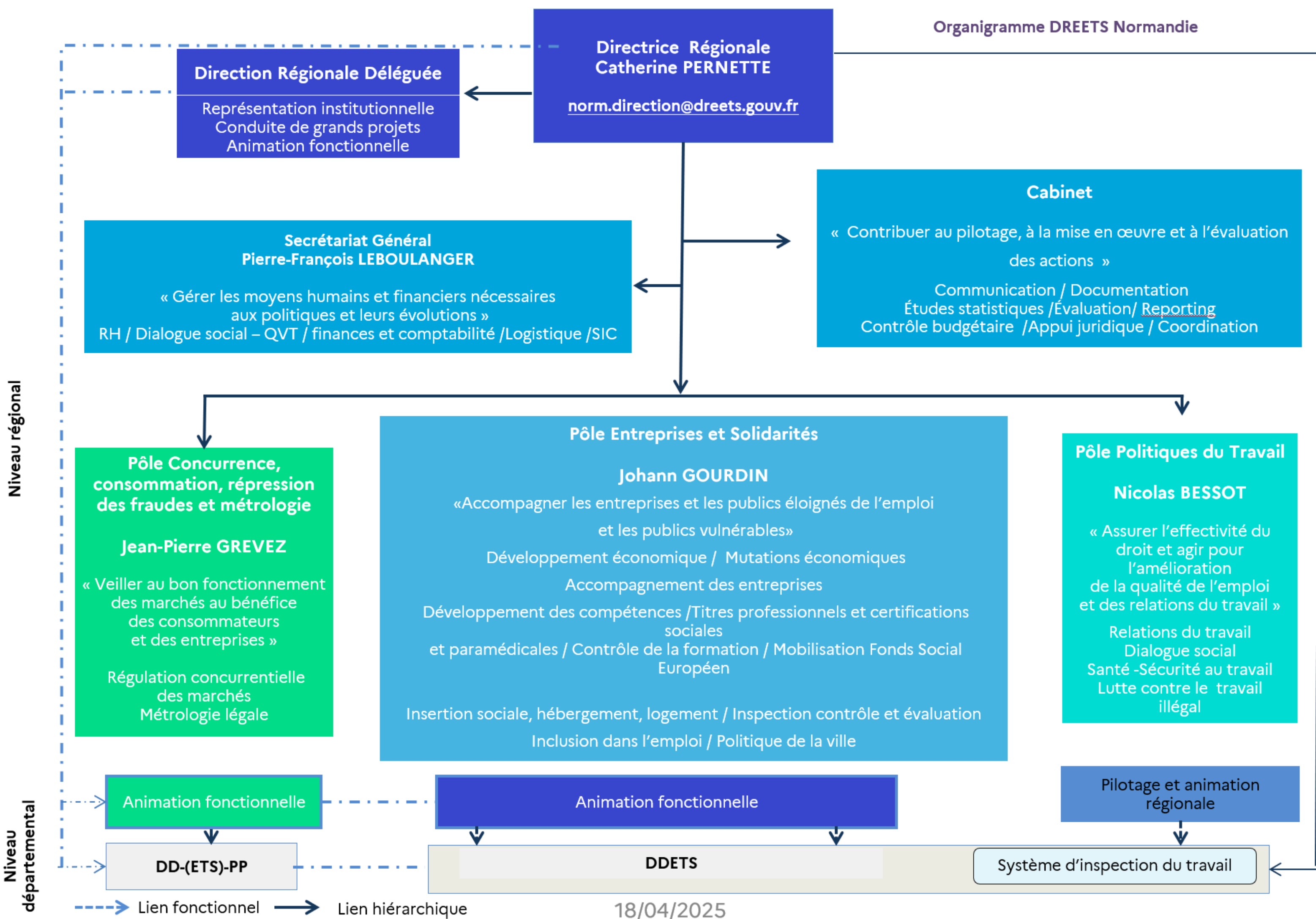
L'élaboration du Programme Régional d'Enquêtes concernant la CCRF au premier trimestre 2025 permettra une meilleure prise en compte des enjeux régionaux (transition écologique et énergétique, logistique et transports) en complément du PNE 2025. De plus, la DREETS a constitué une équipe spécifique structurée afin de procéder au contrôle des chantiers d'ampleur exceptionnelle en ciblant Penly (plus de 10 000 travailleurs attendus, et élargissement en 2025 pour le site d'Orano-La Hague avec 15 000 salariés supplémentaires).

Le renforcement des partenariats externes mis en œuvre (DREAL, DRDDI, ARS, DRAAF, DDTM et DIRMER)

Le partenariat avec l'ARS se traduira par une sollicitation des services d'inspection (IASS) aux fins de contrôles conjoints sur des risques de maltraitance au sein des EHPAD. L'année 2025 marquera le plein déploiement partenarial des forces de contrôle en mer (navires transportant des passagers, normes sociales applicables aux navire battant pavillon étranger - DDTM/DIRMER).



ORGANIGRAMME



**DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE
L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES**

38 cours Clemenceau, Cité administrative Saint-Sever
76108 ROUEN CEDEX 1
Tél : 02 32 76 16 20
<https://normandie.dreets.gouv.fr/>

SERVICES REGIONAUX

DREETS CAEN

2 Place Jean Nouzille
CS 55427
14054 CAEN CEDEX 4

DREETS HEROUVILLE SAINT CLAIR

3 Place Saint-Clair
BP 70034
14202 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

Directrice de la publication : Catherine PERNETTE
Crédit photo : DREETS et Getty Images

Avril 2025